

## QUEL QUE SOIT LE PRÉSIDENT EN 2012

# REFUSONS DE PAYER LEUR DETTE



Mouvement contre la casse des retraites, 19 octobre 2010.

© SÉBASTIEN/AL PARIS NORD-EST

### LA CRISE ÉCONOMIQUE, C'EST EUX

Pour les politiciens et les grands capitalistes, la seule politique valable, c'est de laisser « le marché » organiser l'économie. Ils ont asséché les budgets publics en allégeant les impôts des grandes entreprises et des classes possédantes. Leur folie est allée jusqu'à financer les dépenses en empruntant des sommes colossales sur les marchés financiers ! A présent, ils voudraient nous faire payer l'addition. Pas question !

### LA DROITE COMME LA GAUCHE NOUS PROMETTENT L'AUSTERITÉ

En Grèce, en Espagne, aux États-Unis ou en France, les gouvernements de droite comme de gauche imposent l'« austérité » pour « redonner confiance aux marchés ». En France, le PS est sur la même longueur d'onde que l'UMP. Quel que soit le résultat des élections, on peut être sûr que les attaques contre nos salaires, nos droits sociaux et les services publics vont se multiplier pour « rembourser » les marchés.

### CONTRE-ATTAQUER POUR IMPOSER L'ANNULATION DE LA DETTE

Cette dette, nous n'en sommes pas responsables, elle est la conséquence d'une politique au service des riches menée par les différents gouvernements depuis les années 1980. Pas question d'en payer un centime. Relevons la tête pour une explosion sociale d'ampleur comme aurait déjà dû l'être la lutte de 2010 contre la réforme des retraites. Mais cette fois-ci, pas question de se contenter de regarder certains salarié-e-s faire grève pour les autres : c'est tous ensemble qu'il faut frapper : public, privé, précaires, chômeurs et chômeuses...

### CHANGER DE SOCIÉTÉ

Le capitalisme n'est pas un horizon indépassable : la crise actuelle montre que ce système va droit dans le mur. Partout dans le monde, les peuples se dressent : par la grève, par l'émeute, par l'occupation d'espaces publics... Dans les pays arabes, ils ont chassé leurs dirigeants. En Grèce, ils s'opposent à la mise à sac du pays. Plus que jamais, il est temps d'inventer une autre société, débarrassée du capitalisme, fondée sur le socialisme et l'autogestion.

- Je souhaite prendre contact avec Alternative libertaire.
- Je souhaite recevoir un exemplaire gratuit du mensuel *Alternative libertaire*.
- Je m'abonne à *Alternative libertaire* (20 euros pour un an, 15 euros pour chômeurs et précaires, chèque à l'ordre d'Alternative libertaire).
- NOM..... PRÉNOM..... E-MAIL .....
- ADRESSE.....



crise financière

# Cette dette n'est p

**Nous ne sommes pas responsables de la crise de la dette : nous n'avons pas à la payer. Or, quel que soit le prochain président de la république, il appliquera un programme d'austérité drastique pour plaire aux marchés financiers. Nous sommes la « gauche de la rue », n'attendons rien des urnes et organisons la riposte !**

Le capitalisme est en crise. Une crise qui provient du cœur même de la machine. Depuis les années 1970, le capitalisme nous écrase toujours plus, baisse les salaires directs, mais surtout indirects (primes, retraites, allocations...). C'est à ce prix qu'il a pu maintenir ses profits.

Ces baisses de revenu ont obligé beaucoup de salarié-e-s à se mettre des crédits sur le dos pour continuer à vivre décemment, mais aussi pour permettre au système capitaliste de continuer à écouler sa production. L'endettement des ménages a ainsi servi de béquille provisoire au capital... mais le système devait s'écrouler tôt ou tard.

## POURQUOI IL FAUT REFUSER DE PAYER LEUR DETTE

De leur côté, les Etats eux-mêmes ont eu recours à l'endettement pour se financer. Mais au fait, pourquoi ? Pour assurer une meilleure redistribution des richesses ? Pour aider les plus démunis ? Non. C'était pour financer les cadeaux faits aux capitalistes (« bouclier fiscal », privatisations, exonérations de charges... ) !

L'endettement des États est une manière d'alléger les impôts des riches et d'éviter de redistribuer les richesses. Si les États se financent en empruntant sur les marchés financiers, c'est parce que, dans les années 1980, ils ont choisi de substituer un financement par endettement au financement par l'impôt. En France, la décision a été prise par le gouvernement socialiste de Pierre Bérégovoy. La dictature des marchés, dont les gouvernements se plaignent, résulte en fait d'une

servitude volontaire de la part des États. Les deux avancent main dans la main pour enrichir les classes privilégiées et pressurer les travailleuses et les travailleurs.

La même logique est à l'œuvre dans les plans de rigueur. L'État cherche à éviter aux classes possédantes de payer la crise dont elles sont responsables. Et cela, au nom de la « bonne gestion » et des « marchés », comme s'il s'agissait d'entités surnaturelles planant au-dessus de nous, alors que ce ne sont que des fétiches, du vent.

Refusons la fausse évidence selon laquelle nous vivrions « au-dessus de nos moyens ». Nous vivons avec beaucoup moins que ce que nous produisons. Refuser intégralement de payer la dette, c'est simplement récupérer une petite partie de l'argent qu'on nous a volé.

Comment ne pas payer la dette ? En s'opposant à toutes les mesures d'austé-



Manifestation contre les fermetures d'usines (Continental, Genera

rité que les gouvernants (UMP ou PS) veulent nous imposer : coupe dans les budgets sociaux, travail gratuit imposé aux chômeurs, diminution des retraites,

## voulez-vous continuer à payer pour les riches ?

**46,9 milliards d'euros** : c'est ce que l'Etat a remboursé au titre de la dette publique en 2011, premier poste dans le budget de l'Etat, devant l'Education nationale et l'armée.

**82 milliards d'euros** : ce sont les profits dégagés par les entreprises du CAC 40 (les 40 plus grosses entreprises françaises cotées en bourse) pour la seule année 2010.

**28,5 milliards d'euros** : ce sont les exonérations de cotisations patronales accordées par l'Etat pour la seule année 2008.

**30 à 38 milliards d'euros** : c'est le montant annuel cumulé de l'évasion fiscale et de la fraude aux cotisations patronales à la Sécurité.

**8,2 millions** : c'est le nombre de gens vivant sous le seuil de pauvreté (945 euros/mois) en France, soit 1 personne sur 8.

**4,5 millions** : c'est le nombre de chômeur-se-s dans le pays en octobre 2011.

**2,6 millions** : c'est le nombre de millionnaires en France (dont 24 milliardaires).

**60,3 milliards d'euros** : c'est le total des impôts et des cotisations sociales payées par les immigré-e-s en 2010 (ils touchent 47,9 milliards de prestations sociales en retour).

Sources : Insee, Le Point, L'Express, Les Echos, Snui, ministère des Affaires sociales.

## ANTIDOTE À LA MÉMOIRE COURTE

**Historiquement, tous les progrès sociaux ont été gagnés par la lutte collective ; que le gouvernement soit de droite ou de gauche n'a rien changé. La preuve :**

**MARS-AVRIL 1919** Effrayée par la possibilité d'une révolution en France, la droite fait voter la réduction du temps de travail à 48 heures/semaine.

**JUIN 1936** La grande vague de grèves qui secoue toute la France obtient de nombreuses

hausse de salaires, des droits syndicaux et la création des congés payés. Le patronat et le gouvernement dit de « Front populaire » (PS +PCF +centristes), effrayés, s'efforcent de faire reprendre le travail au plus vite.

**MAI 1968** La plus importante grève générale qu'ait traversé le pays oblige patronat et pouvoir gaulliste à concéder de nombreuses avancées sociales. Le PCF freine le mouvement avant qu'il prenne un tour révolutionnaire.

MA  
PS  
en  
so  
rép  
MA  
Jo  
pl

# pas la nôtre



© SIMONAL SAINT-DENIS

(General Motors, Peugeot, UTI...) le 17 septembre 2009 à Paris.

privatisation et casse des services publics, etc.

## N'ATTENDONS RIEN DES URNES

Depuis des mois on « sauve l'Europe » et l'euro chaque semaine, à la faveur d'un Sommet de chefs d'États qui décide de récupérer des dizaines ou des centaines de milliards en sacrifiant les budgets sociaux. La semaine suivante, le plan est déjà obsolète, et il faut tout recommencer.

On jongle en fait avec des sommes astronomiques qui n'ont plus aucun sens. La seule chose réelle et tangible dans tout cela, ce sont les coupes sociales, licenciements et baisses de salaire. La guerre aux pauvres est déclarée, et quel que soit le vainqueur du scrutin présidentiel, il poursuivra ce programme. Comme chez nos voisins européens, les partis

gouvernementaux ont le même discours : « Il n'y a pas d'alternative à l'austérité. »

## LA PAROLE EST À LA « GAUCHE DE LA RUE »

Partout dans le monde, il n'y a pas que les puissants qui se réunissent. Peu à peu, le prolétariat se réveille. D'abord « indigné », puis enragé. Il forme une « gauche de la rue » authentique, sincère, entière, dénuée de calculs politiques. C'est la gauche des syndicats combattifs, des mouvements sociaux, féministes, antiracistes, de la jeunesse, des luttes contre les privatisations, les licenciements, les délocalisations, la précarité, les discriminations.

Cette « gauche de la rue » se distingue en tout point de la gauche gouvernementale rose, rouge ou verte, qui aspire à gérer le capitalisme.

Pour peser politiquement, cette « gauche de la rue » aux contours encore flous devrait se constituer en un Front social. Agissant hors du terrain institutionnel et politique, ce Front social saurait s'opposer à l'austérité par le rapport de forces et imposer des avancées sociales dans les entreprises, dans les quartiers, dans les services publics, dans la société. Seule l'existence de ce Front social peut rendre crédible une alternative au capitalisme. C'est l'objectif qu'il faut se fixer : construire une société nouvelle, débarrassée des diktats du capitalisme. Une société fondée sur le socialisme et l'autogestion.

Alternative libertaire ne donne aucune consigne de vote ni au premier ni au second tour de la présidentielle, ni aux législatives.

En politique, l'essentiel ne se joue pas dans les élections, mais dans les luttes sociales. Ce sont les mobilisations sociales qui comptent.

Pour sortir de la crise

## Expropriions les capitalistes

Face à la crise, une partie de la gauche pense qu'on pourrait s'en sortir en pratiquant la « démonialisation », c'est-à-dire en mettant un pied en dehors de la mondialisation financière, en dopant la production française et en rétablissant un contrôle national sur l'économie. Mais si cet effort de « relocalisation » ne s'accompagne pas d'une remise en cause radicale du modèle capitaliste, les travailleurs n'y verront que du feu et l'exploitation ne fera que changer d'échelle.

Pour d'autres, c'est la nationalisation des banques, parfois rebaptisée « socialisation », qui permettra la sortie de crise, en imposant par le haut de « bons » investissements.

Pour Alternative libertaire, la solution n'est pas là, mais dans l'expropriation des possédants et la reprise en main de la production par les travailleurs et les travailleuses.

L'expropriation des capitalistes, c'est la seule voie pour reprendre notre destin d'entre leurs mains. Ce n'est qu'en socialisant les entreprises et l'économie en général que nous pourrions produire ce qui est socialement utile et écologiquement viable, et faire en sorte que ce soit réellement les travailleurs et les travailleuses, et non une quelconque classe dominante, qui détiennent le pouvoir.

Dans chaque région du monde, il appartient aux travailleuses et aux travailleurs de reprendre les rênes de l'économie pour ne pas laisser le capitalisme les asservir et détruire la planète.

**MAI 1981** Un gouvernement PS+PCF arrive au pouvoir. Mis en confiance, le mouvement social est comme paralysé. La régression sociale commence.

**MAI 1997** Le gouvernement Jospin, dit de « Gauche plurielle » (PS dont Mélenchon

+ PCF + Verts + Chevènement) trahit toutes ses promesses, expulse les sans-papiers et privatise à tout va.

**MAI 2003** Des grèves éclatent pour lutter contre la casse des retraites par François Fillon. La réforme mise en œuvre est le

fruit d'un accord européen cosigné en mars 2002 à Barcelone par Jospin (PS) et Chirac (UMP), et qui prévoit d'« augmenter progressivement d'environ cinq ans l'âge moyen effectif auquel cesse, dans l'Union européenne, l'activité

professionnelle ».

**2003** Au Brésil, la gauche arrive au pouvoir avec Lula. Comme en 1981 en France, le mouvement social est anesthésié. Répression contre les paysans pauvres, casse des retraites, boom de l'agrobusiness et des OGM.

# Pour un troisième tour social

Des Antilles en 2009 au mouvement contre la casse des retraites en 2010, on voit que les braises sont toujours chaudes pour un soulèvement populaire contre les diktats de l'Etat aux ordres des marchés. Il n'y a qu'ainsi que nous défendrons nos droits, quel que soit le résultat du scrutin présidentiel de mai 2012.

Aujourd'hui le ras-le-bol est général contre la droite qui, gouvernant depuis dix ans, n'a cessé de détruire les acquis sociaux, tout en se vautrant dans le luxe et la complicité avec les milieux affairistes et mafieux. Mais ce ras-le-bol ne doit pas masquer un fait : ceux qui prétendent à l'alternance n'ont pas été exclus du pouvoir ces dernières années. Le PS et ses alliés sont à la tête de quasiment tous les conseils régionaux, ainsi que de la majorité des conseils généraux et des mairies des grandes villes. Pour quels résultats ? L'agitation médiatique autour de la couleur du futur locataire de l'Élysée laisse de côté toutes les similitudes entre des candidats enchaînés aux mêmes diktats économiques et politiques.

Ce qui nous attend après l'élection présidentielle de 2012 est clair : l'austérité à tous les étages ! Autrement dit la casse systématique des acquis sociaux, le démantèlement des services publics, la



Le soulèvement populaire aux Antilles (ici en Martinique en février 2009) a permis des avancées significatives.

paupérisation de la grande majorité de la population. Et ceci pour qu'une minorité de privilégiés, de spéculateurs en tous genres, puissent continuer à s'engraisser tout en nous ordonnant de nous serrer la ceinture.

La solution ? Partout dans le monde, des peuples se soulèvent contre la tyrannie ou contre les marchés. C'est l'exemple à suivre. Ne nous laissons pas marcher dessus. Dès maintenant préparons-nous à riposter.

## LE CHANGEMENT S'IMPOSERA PAR LES LUTTES COLLECTIVES

En France aussi, des luttes récentes ont montré l'exemple, que ce soit les grèves d'ouvrières et d'ouvriers sans papiers pour leur régularisation, ou les mobilisations dans l'industrie contre les plans de licenciement (Continental, Fralib, Seafrance). Ces luttes collectives, grâce à leur détermination, ont permis des avan-

cées ou, au moins, de limiter les dégâts.

Le mouvement contre la casse des retraites à l'automne 2010, a été à deux doigts de faire reculer le gouvernement. Il a surtout montré le potentiel qui existe en France : des centaines de milliers de salarié-e-s déterminé-e-s, une capacité à bloquer l'économie. Oui, la « France qui se lève tôt » peut faire plier les politiciens et les capitalistes qui nous dirigent.

En janvier 2009 un mouvement de grève générale a paralysé les Antilles, touchant la Réunion et la Guyane. En Guadeloupe notamment, six semaines de lutte ponctuées de grèves et d'occupations, ont permis des avancées significatives.

Quel que soit le vainqueur du scrutin présidentiel, il faut donc nous préparer à lutter contre les mesures d'austérité et contre la casse des acquis sociaux que le gouvernement PS ou UMP va nous administrer au nom des « marchés » et de « la dette ».

Pour ne pas rester sur la défensive il faut défendre, dans les quartiers, les entreprises, les facs, des solutions logiques à la crise actuelle. Dans les luttes collectives nous pouvons construire dès maintenant l'embryon d'une société nouvelle.



Autocollants à commander sur [www.alternativelibertaire.org](http://www.alternativelibertaire.org)

## POUR RÉSISTER...

- **Contre l'austérité** : refus de payer la dette par la défense intransigeante des acquis sociaux, des salaires, des services publics.
- **Contre le vampirisme économique** : suppression des dividendes des actionnaires et augmentation des bas et moyens salaires et des pensions.
- **Contre l'arbitraire patronal** : droit de veto des travailleuses et des travailleurs sur les licenciements collectifs.
- **Contre le chômage** : réduction du temps de travail à 32 heures/semaine et embauche correspondante.

## ...ET CHANGER LE SYSTÈME

- **Pour la socialisation de l'économie** : pour la direction des entreprises par les travailleuses et les travailleurs eux-mêmes ; pour la sortie du productivisme qui entraîne gaspillage et catastrophes écologiques ; pour une production qui serve non au profit de quelques-uns mais à la satisfaction des besoins de toutes et tous.
- **Pour la démocratie directe** : pour que les grandes décisions reviennent à la population, et pas à des politiciens professionnels.
- **Pour la fin de toutes les oppressions** sexistes, racistes et sociales.

## QUI SOMMES-NOUS ?

Alternative libertaire se bat pour une rupture avec le capitalisme. Pour une société sans classes dominantes et sans classes dominées, sans Etat oppresseur de type URSS, pour une égalité réelle entre hommes et femmes. Pour un système économique reposant sur l'autogestion et un système politique de démocratie directe. Pour une production maîtrisée collectivement, motivée par les besoins des populations et non par la recherche du profit financier d'une minorité.

Une société que nous nommons communiste libertaire.

Alternative libertaire  
BP 295  
75921 PARIS Cedex 19  
[contacts@alternativelibertaire.org](mailto:contacts@alternativelibertaire.org)

[www.alternativelibertaire.org](http://www.alternativelibertaire.org)